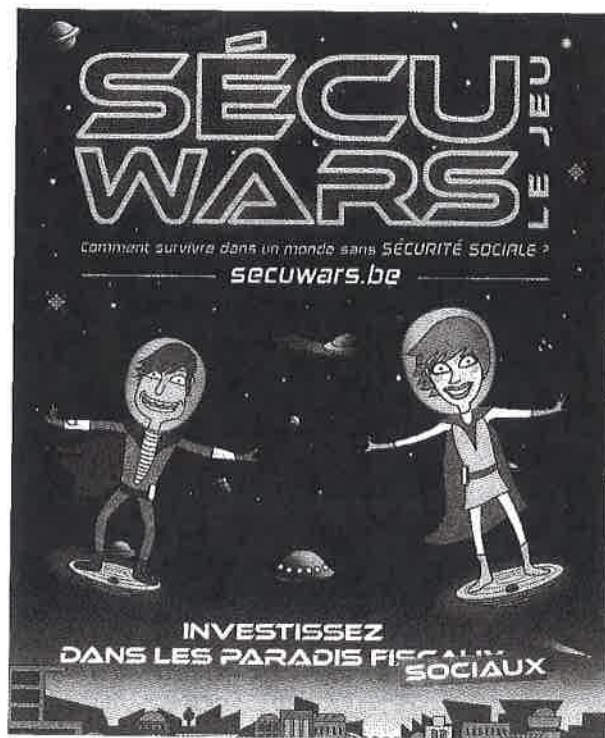


« Sécu Wars », nouvelle campagne prosécu

Le Ciep (Centre d'information et d'éducation populaire du Mouvement ouvrier chrétien) et les Equipes populaires lancent, ce 16 novembre, une campagne commune sur la sécurité sociale. Intitulée « Investissez dans les paradis sociaux ». Elle a pour but de toucher un public qui ne connaît pas la sécu ou n'est plus conscient des avantages qu'elle procure. « Certaines études concluent que, sans elle, 47 % de la population vivrait sous le seuil de pauvreté, rappelle Christian Kunsch, président du MOC. Or, la sécurité sociale est directement menacée par certaines décisions gouvernementales. » La campagne, qui vise le grand public et les jeunes en particulier, est dès lors également destinée au gouvernement. Pour inciter les plus jeunes à s'intéresser au sujet par un biais ludique, un jeu vidéo baptisé Secu Wars a été mis au point, qui détaille ce que serait la vie sans sécu en 2060 (www.secuwars.be). Parallèlement, une pétition a été lancée, invitant le gouvernement à protéger et à investir dans les « paradis sociaux ». Voilà qui tombe à pic pour répondre au scandale des paradis fiscaux. L. V. R.



Fadila Laanan n'aime pas les audits mais...

La secrétaire d'Etat à la Propreté publique, Fadila Laanan (PS, photo), est disposée à mettre en place une « analyse sur le travail réalisé par l'Agence Bruxelles Propreté ainsi que sur des aspects liés à son organisation et à son management ». En commission de l'environnement du parlement bruxellois, Fadila Laanan s'est refusée à parler d'« audit », comme l'avait



M. VAN BELLEN/BEIGAMMAGE

demandé le député Ecolo Arnaud Pinxteren, « car cela reviendrait à jeter l'opprobre sur l'institution ». La socialiste devrait revenir

prochainement devant les députés avec des propositions concrètes pour mener cette analyse à bien. « Il est certain que des améliorations peuvent être apportées au niveau de l'agence », a-t-elle concédé. L. V. R.

L'humusation, à demi-enterrée

En Wallonie, on se fait inhumer ou incinérer.



VIRGINIE LEFEBVRE/BEIGAMMAGE

Le député Ecolo Philippe Henry propose un système moins polluant : l'humusation, la dissolution des corps dans un compost de broyats de bois d'élagage, vantée, paraît-il, par un certain nombre de

Wallons. La ministre des Pouvoirs locaux, Valérie De Bue (MR, photo), lui a confirmé que son administration était en contact avec le promoteur de cette technique dont le caractère écologique ne s'appuyerait toutefois sur aucune étude. La ministre attire l'attention sur le parcours alimentaire et médicamenteux des défunts, les risques de pollution des sous-sols par les liquides organiques et les risques de pollution gazeuse. Sans parler du manque d'espace dans les cimetières, de la pénurie de personnel formé et de la question éthique liée au devenir de ce « supercompost dans lequel se trouvent des escarbilles osseuses ». Une alternative à moitié enterrée, donc. M. L.

Les Belgo-Turcs avertis

L'état d'urgence étant prolongé en Turquie jusqu'au 18 janvier 2013, et la répression continuant d'y sévir, le ministère belge des Affaires étrangères a jugé utile de publier une mise en garde à l'égard des Belgo-Turcs qui souhaitent se rendre dans leur pays d'origine. « Plusieurs binationaux UE-turcs ont été récemment privés du droit de quitter le territoire turc, et ce sans qu'une motivation précise ait été avancée », est-il signalé dans une mise à jour de l'avis de voyage. Et la Belgique ne peut rien faire : « Les autorités belges ne sont pas en mesure d'intervenir au titre de l'assistance consulaire en faveur des détenteurs d'une double nationalité lorsque ceux-ci se trouvent dans le pays de leur autre nationalité ». Les Belgo-Turcs doivent en être « conscients », est-il précisé. En cas de pépin, une aide humanitaire sera toutefois fournie « dans la mesure du possible ». F. J. O.